

CHU : “Il faut arrêter de jouer avec la santé des Guadeloupéens”

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

26 janvier 2018

L’UTS-UGTG PORTE PLAINE

Les directeurs du CHU et de l’ARS et la présidente du conseil d’administration de l’établissement (également exécutif du conseil départemental) sont visés.

L’UTS-UGTG va déposer plainte auprès du procureur de la République pour mise en danger de la vie d’autrui contre Pierre Thépot directeur général du CHU de Pointe-à-Pitre/Abymes, Patrice Richard directeur de l’Agence régionale de santé (ARS), Josette Borel-Lincertin présidente du conseil d’administration de l’établissement. L’annonce a été faite aux salariés par les cadres du syndicat lors d’une assemblée générale qui s’est tenue mardi 23 janvier dernier dans l’enceinte du CHU. Gaby Clavier (photo), secrétaire de la section de UTS-UGTG et Claudine Marathon secrétaire générale du syndicat, l’ont confirmée au *Courrier de Guadeloupe* dès lendemain mercredi 24 janvier. La rédaction de la plainte a été confiée à Maître Patrice Tacita. Cette démarche judiciaire du syndicat intervient sur fond de controverse entre la direction du CHU et le personnel quant à la possible toxicité de l’air au CHU due à la présence présumée de pyralène dans l’établissement. De nombreux agents hospitaliers interrogés lors de l’assemblée générale organisée du syndicat se disent étonnés qu’il n’y ait jusqu’à présent aucune communication sur l’enquête administrative et l’enquête de police qui ont été diligentées. Solange, infirmière rencontrée lors de l’Assemblée générale établit un parallèle avec l’affaire du lait contaminé de Lactalis, où le PDG de la société a tout de suite été mis en cause. Elle évoque le silence qui prévaut quant aux responsabilités qui pourraient découler de l’incendie du CHU. “*On voudrait étouffer cette affaire qu’on ne s’y prendrait pas autrement. Avec toutes les négligences, tous les manquements, toutes les préconisations non exécutées, ils ne vont pas nous dire que c'est la*

faute à pas de chance ". Le syndicat UTS- UGTG va officiellement demander à la direction de l'hôpital des informations sur l'avancée de l'enquête. " *Nous voulons savoir les causes de l'incendie et pourquoi les alarmes n'ont pas fonctionné contrairement à ce que la direction a très rapidement déclaré. C'est un préalable pour établir les responsabilités* ".

LES SOIGNANTS SONT MALADES

Au CHU de Guadeloupe, de nombreux agents décrivent de violents maux de tête, nausées et vertiges. Rencontre avec Marie-Line Tisba, technicienne biomédicale.

Le 4 janvier au soir, la rumeur circule. Les agents des laboratoires du CHU vont reprendre le travail après avoir passé un mois hors les murs du centre hospitalier. Quelques heures plus tard, Marie-Line Tisba reçoit de son supérieur hiérarchique un mail qui l'informe que le lendemain, le personnel est attendu à son poste à 7 heures. Vendredi 5, en arrivant au laboratoire d'hématologie, l'odeur est insoutenable, " *indescriptible, c'était comme quand la décharge de Grand-Camp avait pris feu*" , raconte la technicienne de laboratoire de 56 ans. Une heure et demie plus tard, elle commence à ressentir de violents maux de tête et n'est pas la seule. " *Mes yeux pleuraient, ma gorge me brûlait et je ressentais une sensation d'essoufflement*" , explique-t-elle, " " *on n'avait pas de masque, rien du tout* " . Marie-Line termine sa journée de travail à 13 heures, " *non sans peine* " . Le lundi matin, " *alors qu'il était prévu que durant le week-end des appareils de traitement de l'air viennent assainir l'air ambiant* " de tout polluant, à son arrivée elle décrit un environnement où rien n'a changé. " *En plus ce jour-là ils refaisaient le revêtement du sol du bloc opératoire qui a été touché également. L'odeur du solvant qui était utilisé nous a rendus doublement malades.* " Le mardi, rebelote. " *J'ai alors demandé à aller travailler à l'entrée du labo où l'odeur était moins forte.*" Mercredi, les machines de traitement de l'air font leur apparition. Mais l'odeur persiste. À 14 heures, la laborantine rejoint l'Escrime, l'hôpital de campagne installé sur le parking du CHU, à l'arrière de l'Etablissement français du sang. Vers 16 heures, après avoir fait un malaise, Marie- Line est renvoyée chez elle avec pour conseil de se rendre chez son médecin traitant le plus tôt possible. Jeudi 11 janvier, le verdict tombe : dix jours d'arrêt pour accident de travail. " " *Il doit y avoir quelque chose qui cloche*

pour que tout le monde ait les mêmes symptômes ", s'étonne l'agent du CHU, titulaire de son poste depuis 33 ans, " *on nous a expliqué que nos yeux qui nous piquent, ou cette sensation de gorge asséchée, étaient dus aux dessiccateurs présents dans l'hôpital qui servent à éliminer l'humidité.*" Mais les dessiccateurs n'expliquent pas les maux de tête, nausées et vomissements dont souffre une grande partie du personnel de l'hôpital à ce jour. Au *Courrier de Guadeloupe*, Gaby Clavier du syndicat UTS-UGTG affirmait le 17 janvier, que 300 agents du CHU étaient en maladie.

TROIS DÉCLARATIONS CLÉS

Depuis l'incendie au CHU le 28 novembre dernier, la direction du centre hospitalier a énoncé des affirmations douteuses.

"Les systèmes d'alarmes se sont déclenchés correctement "

Le jour de l'incendie, à 20 heures, le CHU fait un point sur la situation dans un communiqué. " Les systèmes d'alarmes se sont déclenchés correctement, permettant d'appréhender rapidement la situation ", peut-on lire.

" Le CHSCT et la cellule de crise ont donné leur feu vert pour la reprise des activités sur la tour nord "

Affirmation contredite par un courrier daté du 5 décembre adressé au directeur du CHU par Loïc Grosse, directeur de Cabinet du Préfet, qui met en garde : " Je vous rappelle que l'ouverture au public n'est pas prévue dans de telles conditions et que vous engageriez votre propre responsabilité en procédant à une réouverture totale ou partielle. " Certains services de la tour nord du centre hospitalier avaient repris le lundi 4 en se passant des recommandations de la préfecture.

" Il n'y a pas au CHU de transformateur au pyralène "

Le directeur général est formel face aux caméras de Guadeloupe la 1^{re} : aucun transformateur au pyralène n'a été découvert au CHU. Le 16 janvier dernier, Pierre Thépot, sourire au coin des lèvres, affirme que cet isolant, nocif et toxique pour la santé, n'existe pas au centre hospitalier. Il parle de " théorie du complot " qui traduit un " manque de confiance " des syndicalistes et du personnel. Trois jours après cette déclaration, des

transformateurs au pyralène sont filmés à l'hôpital et diffusés au journal télévisé de Guadeloupe la 1re.

DES URGENCES DÉFAILLANTES

Conditions inacceptables, reprise à marche forcée, services déficients. L'ouverture des unités du CHU suscite inquiétude et colère de la part des professionnels de santé de l'établissement.

Le service des urgences du CHU qui devait prendre le relais de l'hôpital de campagne (ESCRIM) qui s'en va au 30 janvier, ne sera pas fonctionnel. La direction a prévu d'installer ce service dans les locaux des consultations externes et sur le parking de la maternité. " *Les locaux ne seront pas équipés. Nous allons travailler avec des bonbonnes d'oxygène* ", laisse échapper un médecin désabusé, joint au téléphone mardi 23 janvier. La stérilisation n'est pas mieux lotie. Les locaux ont pris de l'eau. Idem en ce qui concerne le bloc opératoire. Selon Gaby Clavier de l'UTS-UGTG ce service est très affecté. " *Il est situé juste à côté du local technique qui a pris feu. La décision de la direction d'ouvrir le CHU est irresponsable* ", souligne le leader syndicaliste. Plusieurs médecins partagent cet avis. Selon eux, la plupart des services ont été ouverts dans des conditions inacceptables. L'un d'entre eux, joint au téléphone exprime sa colère : " *C'est une reprise d'activités au CHU à marche forcée. Il faut arrêter de jouer avec la santé des Guadeloupéens* ". Marie-Jo, infirmière rencontrée à l'assemblée générale du mardi 23 janvier de l'UTS, dresse un rapide état des lieux. " *Au laboratoire les employés ont fait valoir leur droit de retrait. Ils travaillaient avec des masques non homologués. Le service des personnes âgées est sinistré. Nous aurons des problèmes avec les grossesses à risque* ". Selon Gaby Clavier aucun hôpital de l'Hexagone n'aurait rouvert dans ces conditions. " *Au cas où il l'aurait fait, les autorités auraient vite arrêté l'expérience* ". La fermeture du CHU ne réglerait pour autant pas le problème. Un médecin réputé mesuré se veut formel : " *Nous sommes bel et bien confrontés à une catastrophe sanitaire* ". Selon lui, cet incendie du CHU a généré des morts. Des dégâts collatéraux. Claudine Marathon secrétaire général de l'UTS-UGTG avance deux chiffres. En 2016, vingt personnes sont mortes à l'hôpital de Basse-Terre. Le bilan est de quarante-six morts en 2017. Claudine Marathon n'a pas pu nous dire quel était le nombre de morts au CHBT

depuis l'évacuation du CHU.